

Bruxelles, le 14.12.2015  
C(2015) 8851 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 14.12.2015**

**relative à un projet pilote en faveur de la République démocratique du Congo à financer  
sur le budget général de l'Union**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 14.12.2015

**relative à un projet pilote en faveur de la République démocratique du Congo à financer sur le budget général de l'Union**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil<sup>1</sup>, et notamment son article 54, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le document de stratégie pour la République démocratique du Congo et le programme indicatif national<sup>2</sup> pour la période 2014-2020, dont le point 3.1 fixe la priorité suivante: contribuer à améliorer la santé de la population du pays dans le contexte général de la lutte contre la pauvreté.
- (2) La Commission a adopté le programme thématique relatif au développement humain qui s'inscrit dans le cadre des biens publics mondiaux et les défis qui les accompagnent (GPGC)<sup>3</sup>. Le programme relatif au développement humain encourage une éducation ouverte à tous, soutient l'emploi réel, productif et décent au moyen de l'enseignement et de la formation professionnels, donne aux groupes vulnérables les moyens de devenir autonomes sur le plan économique, améliore l'accès aux services de soins de santé, en particulier dans le domaine de la santé sexuelle et génésique, défend les droits des femmes et encourage leur autonomisation, et enfin lutte contre le travail des enfants.
- (3) Les objectifs poursuivis par la mesure à financer sur le budget général de l'Union consistent à améliorer le niveau de vie des populations qui vivent à proximité des sites miniers artisanaux du territoire de Mwenga, dans l'est de la République démocratique du Congo, en fournissant un rattrapage scolaire aux enfants et en proposant aux adolescents et aux travailleurs du sexe d'autres solutions pour gagner leur vie grâce à des actions de formation professionnelle.
- (4) L'action intitulée «réinsertion socio-économique des enfants et des femmes professionnelles du sexe vivant à proximité des mines artisanales du territoire de Mwenga, province du Sud-Kivu, est de la République démocratique du Congo» vise à accroître la scolarisation pour un groupe cible d'enfants travaillant dans les mines grâce à des cours de rattrapage scolaire, à réduire le nombre d'adolescents et de travailleurs du sexe qui retournent travailler dans les mines ou à proximité grâce à des actions de formation professionnelle et à sensibiliser les acteurs locaux à la protection de l'enfance et aux droits humains, notamment aux droits de la femme. Les travailleurs

---

<sup>1</sup> JO L 298 du 26.10.2012, p. 1.

<sup>2</sup> Décision C(2014) 3904.

<sup>3</sup> Décision C(2014)5072 du 23.7.2014.

du sexe bénéficieront d'une assistance médicale pour lutter contre les maladies sexuellement transmissibles et éviter les grossesses non désirées.

- (5) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission<sup>4</sup>.
- (6) L'ordonnateur compétent devrait pouvoir attribuer des subventions sans appel à propositions sous réserve que les conditions applicables aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 soient remplies.
- (7) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions, dont les modalités sont précisées à l'article 128, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et à l'article 188, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012. L'annexe (section 5.4.1) constitue le programme de travail.
- (8) L'ordonnateur compétent doit pouvoir octroyer des subventions sans appel à propositions sous réserve que les conditions applicables aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 soient remplies.
- (9) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.
- (10) En vertu de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, la Commission devrait définir les modifications non substantielles à la présente décision afin de permettre l'adoption de toute modification de ce type par l'ordonnateur compétent.
- (11) La mesure prévue dans la présente décision ne relève pas des catégories de mesures pour lesquelles l'avis préalable du comité est requis. Il y a lieu d'informer le Parlement européen de la présente décision dans un délai d'un mois à compter de son adoption,

DÉCIDE:

#### *Article premier*

#### **Adoption de la mesure**

Le projet pilote en faveur de la République démocratique du Congo à financer sur le budget général de l'Union, figurant en annexe, est adopté.

Le projet pilote comporte l'action suivante:

- réinsertion socio-économique des enfants et femmes professionnelles du sexe vivant près des mines artisanales du territoire de Mwenga, province du Sud-Kivu, est de la République démocratique du Congo.

#### *Article 2*

#### **Contribution financière**

---

<sup>4</sup> Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L 362 du 31.12.2012, p. 1).

La contribution maximale de l'Union pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1<sup>er</sup> est fixée à 2 200 000 EUR, à financer sur la ligne 21 02 77 20 du budget général de l'Union européenne pour 2015.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

### *Article 3*

#### **Modalités de mise en œuvre**

La section «Mise en œuvre» de l'annexe de la présente décision énonce les éléments requis par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.

L'ordonnateur compétent peut attribuer des subventions sans appel à propositions conformément à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.

### *Article 4*

#### **Modifications non substantielles**

Les augmentations ou les diminutions n'excédant pas 20 % de la contribution visée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévu est pris en compte dans le plafond visé au présent article.

L'ordonnateur compétent est autorisé à adopter de telles modifications non substantielles, dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 14.12.2015

*Par la Commission*  
*Neven Mimica*  
*Membre de la Commission*